

25 NOVEMBRE

JOURNÉE INTERNATIONALE DE LUTTES CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES



Le 25 novembre 1960, trois militantes dominicaines du mouvement du 14 juin, les soeurs Mirabal appelées les soeurs Mariposas, sont assassinées sur ordre du dictateur Rafael Trujillo. La République dominicaine a par la suite proposé de proclamer le 25 novembre comme « journée internationale de luttes contre les violences faite aux femmes », ce qui fut adopté en 1999 par l'ONU.

LES DROITS DES FEMMES DANS LE MONDE

Les régimes réactionnaires de Bolsonaro au Brésil, ou encore de Trump aux USA, reviennent sans cesse sur les acquis gagnés par les femmes, mais ce ne sont pas les seuls...

En novembre, le gouvernement de Victor Orban s'attaque de nouveaux aux minorités de genre en déposant un projet visant à définir le sexe d'une personne uniquement comme celui qui lui a été assigné à la naissance, et à inscrire dans la Constitution que « la mère est une femme, le père est un homme ». De plus, le tribunal constitutionnel polonais a rendu un arrêt jugeant l'IVG inconstitutionnel, même en cas de malformation grave du fœtus ou de maladie incurable. Cet arrêt a été suspendu.

Pendant la crise sanitaire, dans de nombreux pays, les violences obstétricales ont été exacerbées : des femmes ont été obligées d'accoucher masquées, y compris en France. Les services médicaux dédiés aux femmes ont même été considérés comme "non-essentiels" pendant les confinements.

MAIS LA MOBILISATION FÉMINISTE COMPTE !

En Amérique Latine, la lutte contre la violence faite aux femmes s'est cristallisée autour du féminicide. Aujourd'hui les femmes crient et chantent fort contre la violence machiste régnant dans les institutions, dans les appareils d'État, dans la justice, le clergé et les gangs liés au narcotrafic. La bataille est inégale et les femmes luttent corps à corps dans les rues à travers différentes formes d'organisation.

En Bolivie les femmes ont été des protagonistes majeures pour le retour à la démocratie en défendant un « Feminismo comunitario, antipatriarcal y decolonial ». Au Chili les féministes, au cœur du soulèvement populaire, imposent la parité aux élections pour la Constituante.

LA CRISE SANITAIRE EST UNE CRISE SOCIALE

La crise sanitaire a amplifié les violences faites aux femmes : la majeure partie des « emplois essentiels », précaires, pénibles et sous-payés, qui ont permis de continuer à faire tourner la société pendant le 1er confinement et aujourd'hui, sont occupés par des femmes, 1ères de cordée... et de corvées.

Les effets de la crise sanitaire se sont d'autant plus fait sentir pour les femmes qui ont été pour beaucoup encore plus plongées dans la précarité. Le télétravail quant à lui fait peser une triple charge sur les mères de foyer qui en plus de continuer leur emploi salarié doivent gratuitement s'occuper de la maison et des enfants...mais aussi garantir la tranquillité de leur conjoint, lui aussi télétravailleur.

De plus, le confinement est aussi un confinement social qui isole les femmes, et met en danger celles qui sont victimes de violences conjugales.

Les associations telles que le Planning Familial, sont victimes des politiques budgétaires libérales du gouvernement, et voient régulièrement leurs subventions diminuer tandis que la casse du service public hospitalier organisé par Macron et ses prédécesseurs a des conséquences catastrophiques sur le droit à l'IVG. Les services spécialisés sont parfois inexistantes en milieu rural et dans les déserts médicaux.

Le remaniement de juillet a été un symbole fort, de mépris des femmes, envoyé par le gouvernement.

Le quinquennat devait être celui de "la cause des femmes", pourtant Macron n'a pas hésité à cracher au visage de toutes les victimes d'agressions sexuelles en nommant **Gérald Darmanin**, accusé de viol et d'abus de faiblesse au ministère de l'Intérieur.

À la justice, c'est **Éric Dupont-Moretti**, qui refuse la notion de féminicide et qualifie les féministes de "folasses", qui a été nommé, dans un contexte où les féminicides semblent augmenter d'année en année et où eulement 1 victime de viol sur 10 portera plainte (et seulement 1 plainte sur 10 aboutira à une condamnation).

Dans ses fonctions, il multiplie les sorties sexistes : en septembre, il répondait à une question de Marie-Pierre de la Gontrie par : « Je me ferais un plaisir de passer une soirée, une nuit, une journée avec madame la sénatrice ».

NOUS N'AVONS PLUS LE TEMPS !

LES VIOLENCES SEXISTES, CONJUGALES, ÉCONOMIQUES, SOCIALES ET SYMBOLIQUES ENVERS LES FEMMES DOIVENT CESSER, PARTOUT DANS LE MONDE !

Il y a 3 ans, les mouvements #MeToo et #BalanceTonPorc ont rendu visible la violence patriarcale et ont libéré la parole des femmes et des minorisé-es de genre. Pourtant :

**1 FEMME EST (encore)
TUÉE TOUS LES 2 JOURS**
par son (ex)conjoint

**1 FEMME SUR 7 est (encore)
VICTIME DE VIOLENCES
SEXUELLES**

**1 FEMME SUR 5 est (encore)
VICTIME DE HARCÈLEMENT
SEXUEL AU TRAVAIL**

ORGANISATIONS SIGNATAIRES :

Solidaires Auvergne, UNEF Auvergne,
Planning Familial 63, Osez le féminisme 63,
Association Résolument Autre 63,
France Insoumise 63, NPA 63 ...

À L'APPEL DU COLLECTIF DU 8 MARS

RASSEMBLEMENT

18H | PLACE DE JAUDE

